

Bulletin d'histoire politique

Les sociétés d'histoire de la région de Québec

Bruno Lapointe



Volume 4, Number 1, Fall 1995

Québec: le pouvoir de la ville et la ville du pouvoir

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1063508ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1063508ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Association québécoise d'histoire politique
Septentrion

ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Lapointe, B. (1995). Les sociétés d'histoire de la région de Québec. *Bulletin d'histoire politique*, 4(1), 21–24. <https://doi.org/10.7202/1063508ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1995

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

LES SOCIÉTÉS D'HISTOIRE DE LA RÉGION DE QUÉBEC

Bruno Lapointe

La fondation des sociétés d'histoire

La fondation des sociétés d'histoire dans la région de Québec s'est constituée en trois temps. Dans un premier temps, et en excluant la Literary and Historical Society of Québec¹, qui naquit en 1824 et dont l'un des fondateurs fut Jonathan Sewell, et dont les activités se circonscrivaient à la communauté anglophone, la toute première société d'histoire de la région de Québec prit son envol en 1937. Cette année-là marque la naissance de la Société d'histoire régionale de Québec. En 1947, celle-ci change de nom pour celui de Société historique de Québec. Si l'on veut établir une comparaison, la Société historique de Montréal avait déjà 79 ans d'existence au moment de la fondation de sa consœur de Québec. En effet, c'est en 1858, sous les auspices de Jacques Viger et de l'abbé Hospice Verreau, que la Société historique de Montréal vit le jour.

Les fondateurs de la Société historique de Québec furent Sylvio Dumas et Clovis Plamondon. L'idée maîtresse qui a conduit à la création d'une société d'histoire à Québec trouve principalement sa raison d'être dans la cessation de l'enseignement de l'histoire à l'Université Laval². Les premiers fondateurs voulaient ainsi combler un vide laissé par la plus haute institution d'enseignement à Québec. La société historique de Québec demeure donc, à l'exclusion de la Literary and Historical Society, la plus ancienne, parmi les sociétés d'histoire, à s'être formée dans la région de Québec. À sa fondation, elle s'était donnée le mandat de faire connaître le passé, de rechercher et de mettre en valeur tout document qui se rapporte au passé et de veiller à la conservation des monuments historiques. Au fil des ans, le mandat de la société s'est étendu à défendre le patrimoine architectural de Québec. La Société historique de Québec s'est ainsi battue, sans connaître un grand succès, pour empêcher la démolition de maisons sur la Grande Allée pendant les années soixante.

Dans un deuxième temps, il faut attendre la venue des années soixante-dix pour voir la formation de nouvelles sociétés d'histoire dans la région de

Québec. Ainsi, en 1974, la Société d'histoire de Cap-Rouge fait ses premiers pas. L'année suivante marque la fondation de la Société d'histoire de Sainte-Foy. L'année 1976 voit la venue de la Société d'histoire régionale de Lévis.

Enfin, dans un troisième temps, les années quatre-vingt annoncent la fondation de nouvelles sociétés d'histoire. C'est ainsi que naît, en 1983, la Société historique de Charlesbourg. En 1984, on assiste à la venue de la Société d'histoire de Sillery, de la Société d'art et d'histoire de Beauport et de la Société d'histoire de la région de Charlevoix. Enfin, l'année 1992 voit la naissance de la Société d'histoire de Saint-Romuald. En somme, si l'on exclut la Société historique de Québec et son homologue anglophone, les sociétés d'histoire constituent donc un phénomène assez récent dans la région de Québec.

Bulletins et publications

Chaque société d'histoire de la région de Québec publie un bulletin à l'intention de ses membres. Ces bulletins, édités de deux à cinq fois par année selon les sociétés, abordent des sujets aussi variés que le patrimoine, la religion, la vie au quotidien, l'ethnologie, la généalogie, l'archéologie et le folklore. L'histoire politique est un sujet qui est effleuré à l'occasion sans être un thème majeur³. Le champ d'intérêt demeure donc très vaste. De plus, il faut mentionner deux aspects importants concernant les sociétés d'histoire. Premièrement, il faut souligner que les sociétés d'histoire comptent en leur sein très peu d'historiens professionnels. Il s'agit, le plus souvent, de personnes qui portent un intérêt particulier à l'histoire locale de leur municipalité sans vouloir s'attarder aux grands événements historiques et politiques. De plus, ne comptant que sur des moyens financiers limités, les sociétés d'histoire doivent se rabattre sur le travail de bénévoles pour maintenir en vie la publication d'un petit bulletin d'information. Le bulletin vise aussi à informer les membres des conférences, des activités ou des sorties. Ces bulletins sont:

- *Le Québecensia* de la Société historique de Québec.
- *Le Crieur* de la Société d'art et d'histoire de Beauport.
- *Le Charlesbourgeois* de la Société historique de Charlesbourg.
- *La Charcotte* de la Société d'histoire de Sillery.
- *La Caravelle* de la Société d'histoire de Saint-Romuald.
- *La Seigneurie de Lauzon* de la Société d'histoire régionale de Lévis.
- *Le Saint-Brieuc* de la Société d'histoire de Cap-Rouge.
- *L'Écho-Fidéen* de la Société d'histoire de Sainte-Foy.
- *Le Charlevoix* de la Société d'histoire de la région de Charlevoix.

Toutefois, il faut souligner le fait que la Société historique de Québec a déjà produit une publication ayant pour titre les *Cahiers d'histoire*. De 1937 à 1980, elle a publié 35 *Cahiers d'histoire* sur différents sujets concernant la ville de Québec⁴. *Cahiers d'histoire* ont cessé de paraître en 1985, compte tenu des coûts financiers que cette publication engendrait à la Société historique de Québec. C'est ainsi que la revue *Cap-aux-Diamants* a assumé depuis ce jour le relais auprès des membres⁵. Enfin, la Société d'art et d'histoire de Beauport publie une revue annuelle ayant pour titre *Histo'Art*. Cette revue, qui s'intéresse principalement à l'art et au patrimoine, peut se soucier à l'occasion de thèmes liés à l'histoire politique⁶.

Les membres

La Société historique de Québec et la Société d'histoire de la région de Charlevoix sont les plus importantes quant au nombre de membres. Elles comptent chacune 500 membres. Quant aux autres sociétés d'histoire, le nombre de membres se situe entre 100 et 175. Toutefois, la Société d'histoire de Cap-Rouge demeure la plus petite, avec à peine une vingtaine de membres.

Les archives

Les sociétés d'histoire disposent d'archives qu'elles mettent à la disposition des chercheurs. Les archives de la Société historique de Québec peuvent être consultées à la ville de Québec pour la période de 1937 à 1980. Quant aux archives acquises depuis 1980, elles sont disponibles à l'église Saint-Dominique. Concernant la Société d'histoire de Saint-Romuald, les archives peuvent être consultées à la municipalité, sous la rubrique «rétrospec». Enfin, la Société d'art et d'histoire de Beauport travaille actuellement à regrouper ses archives en un seul endroit.

Notes

1. À l'origine, un article portant sur la Literary and Historical Society of Québec devait être publié dans le présent numéro. Cette société d'histoire sera l'objet d'un article dans un numéro ultérieur du *Bulletin d'histoire politique*.
2. Monique Duval, «La Société historique de Québec a 50 ans», *Le Soleil*, 15 février 1987, p. B8; *Cinquantième de la société historique de Québec, 1937-1987*, Québec, mai 1987, 60 p.
3. On retrace peu d'articles se rapportant à l'histoire politique dans les bulletins des sociétés d'histoire. On note toutefois certains articles pertinents sur ce sujet: Jacques-Carl Morin, «Les élections générales de 1936 dans Charlevoix-Saguenay», *Le Charlevoix*, vol. 1, n° 3, octobre 1986, p. 18-22; Jacques-Carl Morin, «Québec-Comté: l'élection partielle du 5 novembre 1925», *Le Charlesbourgeois*, vol. IV, n° 3, juillet-août-septembre 1987, p. 4-13;

- Camille Rousseau, «1885: La rébellion du Nord-Ouest et la mort de Louis Riel», *Le Québécois*, vol. 6, n° 2, mars-avril 1985, p. 52-54.
4. En rapport avec l'histoire politique, on remarque les sujets suivants dans les *Cahiers d'histoire*: François-Xavier Chouinard, «La Ville de Québec: histoire municipale. I- Le régime français», n° 15, en collaboration avec l'Université Laval, 1963, 113 p; Antonio Drolet, «La Ville de Québec: histoire municipale. II- Le régime anglais jusqu'à l'incorporation (1759-1833)», n° 17, 1963, 140 p; Antonio Drolet, «La Ville de Québec: histoire municipale. III- De l'incorporation à la confédération (1833-1867)», n° 19, 1967, 144 p; George F. G. Stanley (traduction de Marguerite MacDonald), «L'invasion du Canada: 1775-1776», n° 27, 1975, 240 p. De plus, la Société historique de Québec a aussi publié un ouvrage sur les maires de Québec: Louis-Marie Côté, Carmelle Gauvin et Gérald Sirois, *Les maires de la vieille capitale*, Québec, Société historique de Québec, en collaboration avec les Archives de la ville de Québec, 1980, 117 p.
 5. James H. Lambert, «Jonathan Sewell: un défenseur de la civilisation britannique», *Cap-aux-Diamants*, vol. 4, n° 3, automne 1988, p. 31-33; «Le Québec et la Révolution française», *Cap-aux-Diamants*, vol. 5, n° 3, automne 1989, 73 p.; Maryse Darsigny, «Les femmes à l'isolement. La lutte pour le droit de vote», *Cap-aux-Diamants*, n° 21, printemps 1990, p. 19-21; Laurent Laplante, «Les femmes et le droit de vote. L'épiscopat rend les armes», *Cap-aux-Diamants*, n° 21, printemps 1990, p. 23-25; Bernard Racine, «Le "cheuf" aurait 100 ans», *Cap-aux-Diamants*, n° 23, automne 1990, p. 58-61; Robert Pépin, «George-Étienne Cartier. Le leader d'une époque», *Cap-aux-Diamants*, n° 27, automne 1991, p. 44-47; «Un parlement se raconte. Bicentenaire des institutions parlementaires», *Cap-aux-Diamants*, n° 30, été 1992, 70 p.
 6. Marcelle Cinq-Mars, «200 ans: Beauportois au premier parlement», *Histo'Art*, n° 4, mars 1993, p. 25-27.